

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 11/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUX DE WASSELONNE (four à chaux)

42 rue Hohengoeft
67310 WASSELONNE

Code AIOT : 0006700443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement CHAUX DE WASSELONNE (four à chaux) implanté 42 rue Hohengoeft - 67310 WASSELONNE. L'inspection a été annoncée le 27/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la reprise du site par un nouvel exploitant et a nécessité un nouvel arrêté préfectoral complémentaire daté du 21/03/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE WASSELONNE (four à chaux)
- 42 rue Hohengoeft - 67310 WASSELONNE
- Code AIOT : 0006700443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAUX DE WASSELONNE est spécialisée dans la fabrication chaux (fours à chaux) sur la commune de Wasselonne.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- Bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 21/03/2025, article 3.5.6	Demande d'action corrective	2 mois
2	Contrôle de la situation acoustique	AP Complémentaire du 21/03/2025, article 3.7.3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 21/03/2025, article 5.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conception générale	AP Complémentaire du 21/03/2025, article 5.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Dépôt de coke	AP Complémentaire du 21/03/2025, article 6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des non-conformités susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche d'actions correctives, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2025, article 3.5.6
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée :
« La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres et fréquences fixés ci-après :

Substances	Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Somme massique des différents composés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (dont Benzène et HAP)	Concentration Flux	Annuelle

(...). »

Constats :

L'exploitant précise qu'aucun des fours à chaux n'a encore fonctionné en 2025. Un redémarrage d'un seul four est prévu au début du 4^e trimestre 2025.

L'inspection précise qu'un contrôle des émissions atmosphériques devra être diligenté à l'occasion de ce redémarrage.

Post-visite, par courriel daté du 05/09/2025, l'exploitant a transmis une offre validée auprès d'un prestataire pour un contrôle des émissions atmosphériques prévu au début du 4^e trimestre 2025 et les éléments suivants :

« Vous trouverez en pièce jointe l'offre validée, transmise à l'entreprise XXX. Dès la remise en route du four, nous fixerons une date et vous transmettrons le rapport dès réception. »

L'inspection confirme sa demande d'être destinataire du rapport, dès réception par l'exploitant.

En outre, l'inspection rappelle que l'ancien exploitant avait pour habitude d'informer en amont de tout redémarrage de fours la commune de Wasselonne, l'Association des riverains de la carrière de Wasselonne (ARCAW) et l'inspection. Cette bonne pratique d'information est vivement conseillée par l'inspection.

L'exploitant rappelle que lors du fonctionnement des fours à chaux courant 2024, un contrôle des émissions atmosphériques avait été réalisé le 13/08/2024. L'inspection a noté que ce rapport fait état d'un dépassement de la VLE (30 mg/Nm³). La moyenne mesurée sur l'installation 2 « Event Four) est de 53,20 mg/Nm³. Or, en fonctionnement en journée, la vanne mise en place début 2024 a pour objectif de fermer l'évent de sécurité et de ce fait aucun rejet ne devrait y passer en journée.

Un rappel du fonctionnement de la vanne est à faire aux opérateurs de conduite des fours à chaux.

Lors de la visite, l'exploitant explique le fonctionnement et confirme que l'asservissement de la vanne se fait dès la mise service de la ventilation d'extraction des fumées vers le rejet général. Lors du contrôle des émissions atmosphériques réalisé le 13/08/2024, la mesure sur l'installation 1 «rejet général» est conforme à la VLE (30 mg/Nm³).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de ne pas engager d'autres suites administratives dans l'immédiat sur ce point, vu les engagements du 05/09/2025 et les éléments adressés par l'exploitant post-visite.

L'absence des éléments précités dans le délai obligerait l'inspection à proposer de nouvelles suites administratives.

Type de suite proposée : Avec suite

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 2 mois

N° 2 : Contrôle de la situation acoustique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2025, article 3.7.3
Thèmes : Risques chroniques, Contrôle de la situation acoustique
Prescription contrôlée : « Un contrôle de la situation acoustique est effectué dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Puis, selon une périodicité de cinq ans, par un organisme ou une personne qualifié, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. »
Constats : L'exploitant précise qu'il n'a pas encore réalisé de contrôle de la situation acoustique, depuis la reprise du site à compter du 01/01/2024. Toutefois, il a sollicité un prestataire extérieur pour diligenter le contrôle de la situation acoustique. Post-visite, par courriel daté du 05/09/2025, l'exploitant a transmis une offre validée auprès d'un prestataire pour un contrôle de la situation acoustique et les éléments suivants : « Vous trouverez en pièce jointe l'offre validée, transmise à l'entreprise XXX. Nous vous tiendrons informé dès réception de leur date de passage et du rapport de contrôle. ». L'inspection confirme sa demande d'être informé en amont de la date des mesures et sa demande d'être destinataire du rapport, dès réception par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose de ne pas engager d'autres suites administratives dans l'immédiat sur ce point, vu les engagements du 05/09/2025 et les éléments adressés par l'exploitant post-visite. L'absence des éléments précités dans le délai obligerait l'inspection à proposer de nouvelles suites administratives.
Type de suite proposée : Avec suite
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2025, article 5.2.1
Thèmes : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : «L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.»
Constats : L'exploitant précise qu'il n'a pas encore réalisé de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie, depuis la reprise du site à compter du 01/01/2024. Toutefois, l'exploitant indique qu'un prestataire extérieur est passé sur site le 02/09/2025 pour

vérifier le bon état de fonctionnement de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.
Post-visite, par courriel daté du 05/09/2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants :
« Vous trouverez ci-joint le mail justifiant le dernier contrôle de nos extincteurs (02 septembre dernier). Nous vous ferons parvenir le rapport dès réception. »
L'inspection confirme sa demande d'être destinataire du rapport, dès réception par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de ne pas engager d'autres suites administratives dans l'immédiat sur ce point, vu les engagements du 05/09/2025 et les éléments adressés par l'exploitant post-visite.
L'absence des éléments précités dans le délai obligerait l'inspection à proposer de nouvelles suites administratives.

Type de suite proposée : Avec suite

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 2 mois

N° 4 : Conception générale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2025, article 5.2.3

Thèmes : Risques accidentels, Conception générale

Prescription contrôlée :

« (...) Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret n° 88-1056 du 14/11/1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. (...) »

Constats :

L'exploitant précise qu'il n'a pas encore réalisé de contrôle des installations électriques, depuis la reprise du site à compter du 01/01/2024.
Toutefois, l'exploitant indique qu'un prestataire extérieur va passer sur site le 10/09/2025 pour vérifier le bon état de fonctionnement de l'ensemble des installations électriques.
Post-visite, par courriel daté du 05/09/2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants :
« Vous trouverez également l'offre validée pour le contrôle électrique et thermographique prévu le 10 septembre prochain, et nous vous ferons parvenir le rapport dès réception. »
L'inspection confirme sa demande d'être destinataire du rapport, dès réception par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de ne pas engager d'autres suites administratives dans l'immédiat sur ce point, vu les engagements du 05/09/2025 et les éléments adressés par l'exploitant post-visite.
L'absence des éléments précités dans le délai obligerait l'inspection à proposer de nouvelles suites administratives.

Type de suite proposée : Avec suite

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 2 mois

N° 5 : Dépôt de coke

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2025, article 6.1
Thèmes : Risques chroniques, Dépôt de coke
Prescription contrôlée : « Le dépôt de coke est placé sur une aire de rétention étanche formant cuvette de rétention. Les eaux éventuellement recueillies sur cette aire sont évacuées dans les conditions prévues à l'article 3.4.2 des présentes prescriptions. »
Constats : Lors de la visite du site, l'exploitant présente le dépôt de coke. L'aire de rétention est bétonnée et en pente vers l'intérieur. Elle est abritée des intempéries par un auvent. Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suite proposée : Sans suite

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 03/09/2025

